A CONTRE COURANT
SYNDICAL ET POLITIQUE
ISSN 0997 6922
N° 223 - 1,50 € - Avril 2011
Pour l'Emancipation Sociale !

Le bateau ivre

Y a-t-il encore un pilote dans l'avion ? C'est la question que chacun-e d'entre nous a pu se répéter ces jours-ci en assistant en direct à la réalisation du scénario de la catastrophe nucléaire de grande ampleur en cours au Japon, imaginée de longue date par les antinucléaires, évidemment déclarée impossible par tous les nucléocrates en dépit des précédents de Three Miles Island et de Tchernobyl. L'incohérence même d'une information, pourtant livrée au compte-gouttes, alternant les annonces rassurantes et les déclarations alarmantes, au gré des explosions répétées, des émissions de fumée, des évacuations précipitées du site suivies de ses réoccupations intempestives, a donné à voir que la situation échappait au contrôle des ingénieurs sur le site comme des irresponsables politiques nippons à Tokyo. Tandis que leurs homologues français feignaient de croire encore et s'escrimaient à nous faire croire que semblable scénario était réservé à l'étranger.

En fait, ces derniers avaient déjà la tête ailleurs. Pressé de faire oublier le lamentable fiasco de sa diplomatie en retard de deux soulèvements démocratiques, affolé par les sondages qui le placent derrière La Pen au premier tour des présidentielles de l'an prochain, fleurant le bon coup qui lui permettrait de conjuguer sur la scène mondiale le rôle double de chef de guerre et de défenseur des droits humains, « notre » o*mini*président s'est lancé dans une nouvelle aventure qui va très certainement finir en eau de boudin dans les sables chauds libyens. Et, poursuivant une politique consistant à vouloir priver le Front national de son électorat en appliquant son pseudo programme, aux effets pourtant manifestement pervers, il a installé place Beauvau un clone de la Marine dont les provocations xénophobes vont encore élargir les boulevards qu'il lui a déjà ouverts. « *Ceux que Jupiter veut perdre, il les rend fous !* » disaient les Anciens…

Si l'Elysée perd ainsi la tête un peu plus chaque jour, la Maison Blanche, quant à elle, a beau garder la tête froide, elle n'en perd pas moins le contrôle de ce qui est en train de se passer dans le monde arabe. Les différents soulèvements et bouleversements qui y sont en cours manifestent un affaiblissement notable de son hégémonie dans une région où les Etats-Unis s'étaient assurés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale de solides appuis et relais et dont le contrôle reste pourtant stratégique, étant donné qu'elle concentre une grande partie des réserves planétaires d'hydrocarbures. L'étau se resserre ainsi progressivement sur leurs deux principaux appuis régionaux, l'Arabie Saoudite et Israël, tandis que leur échec en Irak et en Afghanistan est de plus en plus patent.

Ainsi va le bateau ivre du capitalisme « globalisé », poussé par les courants lourds de ses déterminismes technico-économiques et régulièrement chahuté par les vents tourbillonnants de la finance, dont les capitaines et pilotes ont manifestement perdu le contrôle, même s'ils continuent à se disputer l'accès à des commandes qui ne répondent plus, et se perdent pour certains dans des gesticulations destinées à masquer leur impuissance.

Le 27 / 3 / 2011

Mise au point sur

L'itinéraire de Daniel Mothé

Suite à la publication, dans un des derniers numéros d'ACC (celui de décembre 2010), d'un texte illustrant le contenu d'un ouvrage paru sous le titre *«Travailleurs contre bureaucrates»*, nous avons reçu quelques précisions sur l'itinéraire politique et syndical de l'auteur de ce texte rédigé en 1954, Daniel Mothé.

Ces précisions - que nous reproduisons ci-dessous - sont apportées par Henri Simon(*) qui a bien connu Daniel Mothé, et dont il a pu constater que les actes ont infirmé les propos...

Mais peut-on tirer des conséquences théoriques et pratiques de ce type de constat ?

Dans le numéro 220, décembre 2010, p. 13, vous mettez en exergue un extrait d'un texte de Daniel Mothé publié à l'origine dans «*Socialisme ou Barbarie»* n° 14, avril-mai 1954, reproduit dans *«Ni patrie ni frontières»* et intitulé *«Limites de l'anarchosyndicalisme et des syndicats actuels»*.

Si ce texte peut paraître effectivement pertinent pour le temps présent, il ne doit pas pourtant affranchir son auteur des positions qu'il a pu prendre en fonction de l'itinéraire politique et professionnel qu'il a suivi ultérieurement, positions qui non seulement infirment ces propos mais peut leur donner un certain caractère d'opportunisme dans les perspectives du groupe en question.

En tant que membre du groupe Socialisme ou Barbarie jusqu'en 1958, j'ai bien connu Daniel Mothé et ai pu suivre cet itinéraire qui contredit totalement les propos qu'il pouvait tenir en 1954.

Après la dislocation après 1958 du groupe ouvrier d'entreprise Tribune Ouvrière à l'usine Renault de Billancourt, groupe auquel participait effectivement Mothé et qui pouvait défendre alors - par sa pratique de terrain - les positions du texte que vous reproduisez, Mothé s'orienta vers une participation syndicale, tentant sans succès d'entrer à Force Ouvrière, puis avec succès à la CFTC en 1964. Il joua dans ce syndicat - devenu la CFDT dans cette même année - un rôle non négligeable (je ne crois pas nécessaire d'insister sur les circonstances de sa vie personnelle qui peuvent faire lier cette orientation à sa fréquentation des cercles démocrates chrétiens car cela n'explique pas tout). Cette nouvelle orientation ne fut sans doute pas sans influencer les positions de Castoriadis sur la question syndicale, lequel dans l'ouvrage *«Mai 1968, la brèche»* (sous le pseudo de Jean-Marc Coudray) pouvait écrire *«Il faut conjoncturellement inciter les travailleurs - sans laisser aucune illusion sur le syndicat comme tel - à rejoindre la CFDT, parce que moins bureaucratisée et plus perméable à sa base aux idées du mouvement... »* (*«La révolution anticipée»* p. 112). C'est aussi cette orientation qui conduisit Castoriadis à écrire dans la revue théorique de la CFDT *«CFDT aujourd'hui»*.

Dans un petit opuscule ***«L'anti-Mythes»***, publié par un groupe de Caen (ex APL Libération) «Entretien avec D. Mothé» (8 juin 1976), ce dernier donne toutes les explications sur les raisons de son évolution (par exemple : *«En tout cas, à la CFDT, le poids de la bureaucratie est tellement léger qu'il permet aux groupes organisés (LO, Rouge, etc..) de prendre des pouvoirs locaux»*). Il y justifie également son appartenance d'alors au parti socialiste (par exemple : *«Parce qu'il faut faire avancer les idées autogestionnaires et que le PS me semble être un lieu où elles peuvent prendre corps»*. Il justifie aussi son entrée comme chercheur au CNRS après son départ de Renault (par exemple : *«j'en avais plein le dos du travail manuel ; ça commençait à devenir dur avec l'âge surtout que pour lire et écrire il fallait que je double mes journées de travail. J'ai commencé à chercher autre chose...»*).

Il est impossible de citer toutes ces déclarations qui viennent en contrepoint avec les points développés dans le texte que vous avez reproduit. Mais si cela intéresse quiconque nous lui adresserons une photocopie de la brochure en question.

Henri Simon

(*) Henri Simon est un des animateurs du bulletin *«Echanges»* BP 241 75866 PARIS CEDEX 18, où vous pourrez passer commande d'une photocopie de l'opuscule *«L'anti-Mythes»*.

Profitez de l'occasion pour vous procurer et vous abonner au bulletin *«Echanges»* du réseau *«Echanges et mouvement»*. Dans son dernier numéro (n° 135 Hiver 2010-2011 – 3 euros) vous trouverez des articles passionnants sur des thèmes très divers : la Tunisie - le coût du travail dans la zone euro - les heurts et malheurs de la représentation syndicale en France - que sont devenus les Etats-Unis dans le crise ? avec des témoignages, l'un intitulé *«Le mur de la honte et du silence»* - un point de vue sur l'édition numérique (tout ce qui est mauvais est bon pour la jeunesse) – et de nombreux thèmes (théoriques ou tirés de l'actualité) abordés dans les rubriques *«Correspondance»* , *«Dans les publications»* et «*Notes de lectures»*.

Pour s'abonner : 15 euros pour quatre numéros comprenant les brochures publiées dans l'année. Sur internet : http://www.mondialisme.org

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues, avec un léger décalage dans le temps, parfois, quand les dates de nos parutions respectives ne correspondent pas. Nous publions ci-dessous l'édito du numéro 205 (avril 2011) d' ***"Alternative Libertaire".***

En kiosque, cette revue coûte 2 euros au numéro. Elle est aussi est disponible par abonnement : 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à ***"Alternative libertaire"*** BP 295 75921 PARIS cedex 19.

Hypocrisie

Aux côtés des troupes américaines et britanniques, la France bombarde la Libye. Après avoir vendu des armes à Kadhafi, l'avoir accueilli en grandes pompes en 2007, la France retournerait sa veste. Allons donc ! Les préoccupations humanitaires, l'honneur «républicain», mis en avant (dans un bel unanimisme du PG à l'UMP) cachent mal la cynique banalité d'une intervention impérialiste.

Bien sûr, les bombardements ont permis de stopper la contre-offensive kadhafiste. Sans aucun doute, ils ont permis de sauver la vie des insurgés de Benghazi. C'est vrai. Mais ce qui est également vrai c'est que le pouvoir sarkozyste, persuadé de la chute imminente du dictateur, s'est dit qu'il s'était trop vite hâté de reconnaître le Conseil national de transition en Libye. Si Benghazi tombait, les capitalistes français perdaient à coup sûr le marché libyen. Difficile en effet de dire à Kadhafi, une fois les rebelles massacrés : « sans rancunes, hein ? À ce propos pour Areva… ».

Parce qu'au même moment, au Bahreïn, les grandes puissances occidentales laissent les insurgés se faire massacrer sans lever le petit doigt, nous ne pouvons pas croire une seconde à une intervention sans arrière-pensée. Pour la France, pour les USA, tant qu'un dictateur tient, il est le plus sûr garant de l'ordre mondial capitaliste. L'intervention militaire ne se fait pas au nom du peuple libyen, c'est avant tout l'occasion inespérée d'une immixtion impérialiste dans le Maghreb en révolution. Et les troupes occidentales, une fois sur place, auront toute latitude pour borner la dynamique révolutionnaire au cadre bourgeois.

Alternative libertaire,

le 26 mars 2011

Nous publions ci-dessous la première partie d'un texte d' Alain Bihr sur le Front national. Sont décrites ici les raisons de l'installation durable du FN sur la scène politique et ce, en dépit d'une éclipse d'une petite dizaine d'années.

Dans notre prochain numéro Alain analysera l'obstacle qu'a pu constituer Sarkozy à la montée du FN et la stratégie de la Marine qui pourrait rechercher un scénario à l'italienne. A moins que n'émerge un anticapitalisme conséquent ?...

Front national : le retour ?

(1ère partie)

Ainsi il aura fallu et il aura suffi à la fois qu'un sondage annonce, courant février, que Marine Le Pen, fille de son père, auquel elle vient tout récemment de succéder à la tête du Front national (FN), est en mesure de devancer Nicolas Sarkozy au premier tour des élections présidentielles l'an prochain, ce qui le renverrait du coup à son étude, pour que la «classe politique et médiatique» française prenne à nouveau conscience de l'existence et de la puissance de ce parti d'extrême droite.

Coup de semonce rapidement suivi d'une confirmation grandeur nature: le mois suivant, au premier tour des cantonales, dans un type de scrutin qui ne lui a généralement guère réussi, ses candidats totalisaient 15,06% des suffrages exprimés, talonnant ceux de l'UMP (16,97%), dans un contexte de forte abstention (55,68%) qui a visiblement pénalisé ces derniers. Arrivé en tête dans trente-neuf cantons, le FN aura pu maintenir des candidats au second tour dans quelque quatre cents cantons, pour n'avoir finalement que deux élus.

La surprise vient de ce que, depuis le coup d'éclat de 2002 (Jospin éliminé dès le premier tour de la présidentielle par un Jean-Marie Le Pen au sommet de sa carrière), le FN avait semblé en perte de vitesse: cinq ans plus tard, le même Le Pen ne se plaçait plus qu'en quatrième position, loin derrière Sarkozy, Royal et Bayrou. Cependant, avant d'expliquer les raisons de cette éclipse, il faut revenir sur celles de sa permanence sur la scène politique depuis maintenant quasiment trente ans.

Le FN, le parti des «laissés pour compte» et des «*têtes d'haineux*»[1]

L'installation durable, à partir de la première moitié des années 1980, du FN sur la scène politique française s'explique par la conjonction de quatre crises majeures que traverse la formation sociale française, d'ailleurs liées entre elles. Et elles n'ont fait que s'aggraver depuis lors[2].

La première est celle du vieux bloc hégémonique (système d'alliances de classes assurant l'hégémonie de la bourgeoisie) fondée sur l'alliance entre la bourgeoisie et les classes moyennes traditionnelles (petite et moyenne paysannerie, artisans et petits commerçants, professions libérales, petit capital). Fondé aux lendemains de la Commune de Paris, ce bloc des possédants avait essentiellement pour fonction d'assurer des majorités parlementaires capables de marginaliser politiquement la classe ouvrière et l'encadrement. Il assurera la stabilité de la IIIe République. Il commencera à être mis à mal par la modernisation fordiste du capitalisme française sous la IVe puis la Ve République gaulliste, en entrant de plus en plus en contradiction avec les exigences du compromis entre bourgeoisie et prolétariat par mouvement ouvrier (syndicats et partis de gauche) interposés sur lequel était fondé le fordisme. Exigences économiques qui, sous couvert de la politique agricole commune (PAC), laminent la paysannerie tandis que le petit capital et la petite-bourgeoise de l'artisanat et du commerce font les frais de la concentration du capital industriel et commercial (cf. le développement des grandes surfaces par exemple). Mais aussi exigences politiques et idéologiques: le bloc de gauche, réunissant le prolétariat (le salariat d'exécution composé des ouvriers et des employés) et la fraction publique de l'encadrement, ne peut durablement être laissé à l'écart du pouvoir (de l'exercice des fonctions gouvernementales) sans risquer qu'il ne se radicalise – Mai 68 est un sérieux coup de semonce en ce sens[3].

Lorsque le fordisme entre en crise au cours des années 1970 et que, pour tenter de résoudre cette crise, la grande bourgeoisie industrielle, commerciale et financière se lance dans l'aventure de la «globalisation» à coup de libéralisation et de déréglementation de la circulation internationale du capital, le vieux bloc hégémonique vole en éclats. Les classes moyennes traditionnelles se trouvent plus ou moins directement attaquées ou menacées dans leurs positions socio-économiques tandis qu'elles se rendent compte, du moins pour une partie d'entre elles, qu'elles ne peuvent plus compter sur les partis de droite classiques qui les avaient représentées jusqu'à présent, dont l'aggiornamento néolibéral dit bien qu'elles ne défendent plus que les intérêts de la grande bourgeoisie et de ceux des couches et catégories des autres classes qui sont prêtes à suivre cette dernière dans l'aventure de la «globalisation». Orphelins de représentations politique et idéologique, certains de leurs éléments vont alors trouver un nouveau parrain et tuteur dans le FN et plus encore dans le tribun qui lui sert de leader, Jean-Marie Le Pen – cela avait déjà été le cas lors de l'épisode poujadiste (1953-1958) auquel Le Pen avait lui-même pris part.

Simultanément un processus analogue va affecter l'autre pôle du spectre politique, sous l'effet de la crise du modèle social-démocrate du mouvement ouvrier[4]. Ce dernier, qui s'impose comme modèle dominant du mouvement ouvrier à partir des années 1900, triomphe pendant les Trente Glorieuses qui suivent la Seconde Guerre mondiale. Il est en effet un acteur décisif de l'institution du compromis fordiste qui consacre sa stratégie national-étatiste de réforme du capitalisme, ses modèles d'organisation (syndicalisme structuré par branches industrielles articulé à un parti dont l'action est dominée par le parlementarisme) et ses références idéologiques réformistes. Mais il va aussi se trouver progressivement enfermé et sclérosé (notamment par sa bureaucratisation) dans et par le cadre institutionnel de ce compromis, en se trouvant ainsi coupé de l'émergence de nouvelles aspirations, revendications ou formes luttes, que ce soit dans le travail (cf. la révolte des OS autour de mai-juin 1968) ou hors du travail (dans les luttes urbaines, féministes, écologistes, etc.)

Aussi, l'éclatement de la crise du fordisme le prendra-t-il tout autant de cours que son pendant de droite. Face à l'offensive néolibérale qu'entame la bourgeoisie à la fin des années 1970, rapidement synonyme de développement du chômage et de la précarité, de paupérisation relative du gros du salariat voire de paupérisation absolue des ses couches les plus exploitées et précarisées, d'aggravation généralisée des inégalités sociales, etc., il n'a plus rien d'au-

tre à proposer, au mieux, que la défense des acquis du fordisme dans le cadre institutionnel considéré comme intangible et indépassable de l'Etat-nation, cadre que le mouvement de «globalisation» contourne de plus en plus allègrement, en rendant de plus en plus inopérantes les pratiques habituelles de lutte (grèves, manifestations de rue, etc.) Pire encore, une partie des états-majors syndicaux et politiques de ce qui reste alors du modèle social-démocrate du mouvement ouvrier, sous couvert de réalisme, se met à prêcher la résignation face au nouveau cours capitaliste et s'en fait même le zélé serviteur: c'est le gouvernement Mauroy PS-PC qui entame le grand tournant néolibéral entre juin 1982 et mars 1983, ouvrant ainsi la voie aux «*alternances*» successives entre gauche et droite qui aura assuré, depuis lors, la parfaite continuité de la mise en œuvre du programme néolibéral de «contre reformes» sociales. Dans ces conditions, c'est aussi une partie du salariat, notamment certaines couches et catégories ouvrières, qui va se trouver orphelin de représentations et qui, dans le cours des années 1980, se détache lui aussi des parties de gauche pour apporter, de manière permanente ou occasionnelle, son soutien électoral au FN.

Les évolutions politiques et idéologiques précédentes n'avaient cependant rien de nécessaires. Privées de leurs représentants traditionnels, tant la partie des classes moyennes qui s'est détachée de la droite que la partie du prolétariat qui s'est détachée de la gauche auraient pu se trouver d'autres représentants de substitution que le FN. Pour expliquer pourquoi et comment c'est ce dernier qui a, alors, raflé la mise, il faut se tourner vers les deux autres crises majeures dans lesquelles la formation française a plongé simultanément.

Celle de l'Etat-nation tout d'abord. Le mouvement de «globalisation» que le capitalisme développé entame à partir des années 1970 en réponse à l'entrée en crise du fordisme est en fait essentiellement un mouvement de transnationalisation du capital: un mouvement par lequel la base territoriale et institutionnelle de la reproduction du capital cesse d'être celle des différents Etats-nations pour s'élargir à des ensembles plus vastes faits de systèmes continentaux d'Etats, pour ce qui nous concerne l'Union européenne. Dans ce nouveau cadre, les anciens Etats-nations ne disparaissent pas mais ils se trouvent intégrés dans une architecture institutionnelle beaucoup plus complexe, au sein de laquelle ils doivent abandonner une partie de leurs pouvoirs régaliens traditionnels et de leur capacité administrative à des instances supérieures (supranationales) aussi bien qu'à des instances inférieures (infranationales: essentiellement les régions et les grandes aires métropolitaines). Il s'ensuit inévitablement un affaiblissement de leur cohésion matérielle, institutionnelle et idéologique[5].

L'ensemble de ce processus s'accompagne logiquement d'une moindre vivacité des consciences nationales et, plus encore, des nationalismes. Mais il peut aussi, contradictoirement, stimuler par réaction le nationalisme. Et c'est notamment le cas parmi les couches ou catégories sociales qui voient dans le cadre de l'Etat-nation, son maintien et son renforcement, le seul moyen de défendre leur statut social, entendons non seulement leurs intérêts socio-économiques mais aussi leurs droits, leurs privilèges éventuels ainsi que leur dignité et leur identité (à leurs yeux comme aux yeux des autres). Tout simplement parce qu'ils ne disposent plus d'autres moyens de parvenir à ces fins, ni individuellement (par le biais de la mobilisation des ressources personnelles dans la lutte concurrentielle du chacun pour soi) ni collectivement (dans la mobilisation corporative, syndicale ou politique, en un mot la lutte de classe): privés du moyen de se doter d'une identité et d'une capacité d'action individuelle ou de classe, il leur reste le moyen de se dire et se penser Français et d'agir en conséquence… en votant pour le FN. Et telle est bien la situation dans laquelle se trouvent placées, pour des raisons différentes mais analogues, la partie des classes moyennes en déshérence de représentation par la droite et la partie du prolétariat en quête d'une alternative à une gauche dans le social-néolibéralisme de laquelle elle ne se reconnaît pas davantage. La première reste ainsi fidèle à un de ses tropismes fondamentaux qui fait du nationalisme en même temps que du corporatisme les deux axes majeurs de tout son horizon politique; c'est d'ailleurs sur des bases nationalistes que s'était notamment fondé le vieux bloc hégémonique des possédants, rompu précisément du fait que la grande bourgeoisie n'inscrit plus depuis des lustres la poursuite de ses intérêts dans les limites du cadre national. Quant au prolétariat, le compromis fordiste a d'autant plus facilement pu conforter en lui des réflexes nationalistes qu'il a fait de l'Etat-nation son cadre et son garant et que, au moment de sa rupture, les organisations du mouvement ouvrier qui ont continué à le défendre ont (ré)activé ses réflexes (cf. par exemple le slogan «*Produisons français !*» sur lequel le PC a mené campagne dans les années 1980). Aux uns comme aux autres, la «*préférence nationale*», autrement dit la promesse de réserver en priorité si ce n'est en exclusivité aux nationaux emplois, marchés, logements, droits sociaux, etc., pierre angulaire de ce qui tient lieu de programme économique et social au FN, ne peut dès lors que résonner de manière sympathique à leurs oreilles et faire de ce dernier la planche de salut à laquelle ils vont s'accrocher.

La dernière crise à laquelle s'alimente le FN, au sens où elle fournit un terreau favorable à la réception de son discours, est de nature différente. Alors que les trois précédentes dérivent toutes, plus ou moins directement, des formes prises par la dernière phase en date du devenir-monde du capitalisme, celle-ci s'origine au contraire dans ce qu'on pourrait appeler le devenir-capitalisme du monde: la manière dont, pour assurer les conditions sociales générales de sa reproduction, le rapport capitaliste de production tend à bouleverser profondément tous les domaines ou champs de l'activité sociale, bien au-delà de la seule sphère économique dans laquelle il se déploie immédiatement. Dans la phase la plus récente de ce processus, il en a notamment résulté la formation d'un type spécifique d'individualité qui n'aspire pas seulement à l'autonomie (à acquérir la possibilité subjective et objectivité de vivre selon sa loi propre) mais qui se pose comme autoréférentielle: qui entend ne dépendre de rien ni de personne et veut s'ériger en mesure de toutes choses, en aspirant à la réalisation immédiate de tous ses désirs. C'est le type même d'individualité que vise à former par exemple la publicité, même si elle n'en est pas, et de loin, le seul ni même le principal facteur.

Cette individualité autoréférentielle ne se laisse a priori que peu mobiliser politiquement, pour quelque cause que ce soit, si ce n'est des causes humanitaires ou, à la rigueur, de défense des droits humains, ce qui constitue le degré zéro de la conscience politique contemporaine. Mais, au-delà des apparences dans et par lesquelles elle se conforte et de ses fantasmes de toute-puis-

sance, c'est en même temps une individualité fort fragile, dont la dimension narcissique exacerbée est constamment en quête d'une réassurance dans et par le regard des autres, du moins de ceux au regard desquels il faut compter. Que les conditions objectives (les conditions sociales d'existence) de son affirmation narcissique viennent à faire défaut, ou tout simplement qu'elles menacent de faire défaut, et a fortiori qu'elles invalident radicalement toute possibilité d'une telle affirmation narcissique (en cas de déclassement social, de précarité chronique ou de chômage de longue durée, de plongée dans la pauvreté ou la misère, etc.), en générant angoisse, culpabilité, agressivité réactionnelle, et l'individualité autoréférentielle se fige alors facilement dans une attitude de ressentiment faite tout à la fois du ruminement constant de maux réels ou imaginaires et d'une plainte chronique à leur égard, d'un vif sentiment d'injustice doublé d'une rage impuissante et d'une révolte sourde, d'une haine tenace sans objet précis, qui ne peut en définitive se soulager que dans la recherche et la désignation de quelques boucs émissaires auxquels on puisse en imputer la responsabilité. Dans ces conditions, le discours frontiste amalgamant insécurité et immigration, faisant de la présence de certaines catégories d'étrangers la source de tous les maux qui peuvent nous accabler, trouve là encore des oreilles complaisantes du côté de tous ceux qui, de par les conditions sociales d'existence qui sont les leurs, ne parviennent pas à soutenir les exigences de cette individualité autoréférentielle dont le mode de vie capitaliste contemporaine fait pourtant un devoir pour chacun.

L'existence du FN s'enracine donc profondément dans les transformations des conditions objectives et subjectives d'existence qui caractérisent la formation sociale française contemporaine – comme d'ailleurs d'autres formations voisines (Italie, Suisse, Allemagne, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Danemark, Norvège, Hongrie, etc.), elles aussi en proie à la résurgence de mouvements d'extrême droite cousins du FN. Dès lors, le phénomène aurait dû être permanent et croissant tout au long de ces dernières années. Or, après le coup d'éclat de 2002, le FN a connu une éclipse d'une petite dizaine d'années, du mois sur le plan électoral. Pourquoi ?

Du rififi chez les frontistes

C'est que la traduction des processus sociaux en termes politiques n'est jamais un processus mécanique ni automatique. La représentation politique (la constitution de formations prenant en charge l'expression programmatique et idéologique des intérêts, des sentiments, des opinions de classes, fractions, couches, catégories, etc.) constitue un travail spécifique, répondant à ses règles et rythmes propres, caractéristique de la scène politique. Or deux obstacles sérieux sont venus entraver le déroulement du travail de représentation politique de sa base sociale que le FN avait entrepris et jusqu'alors assez brillamment mené à partir du milieu des années 1980.

En premier lieu, le problème posé par la succession de Jean-Marie Le Pen à la tête du FN. Parmi les conditions nécessaires de réussite du travail de représentation politique figure la nécessité pour une formation politique, surtout d'extrême droite, de disposer à sa tête d'un leader incontesté, sachant parler haut et clair, mais aussi d'un appareil consistant, capable de diffuser la propagande du parti, de recruter des adhérents, de former des militants et des cadres, de présenter des candidats aux élections, etc. Or, dans le cours des années 1990, il se crée un conflit potentiel à la tête du FN opposant son leader historique et président inamovible, Jean-Marie Le Pen, à son premier lieutenant, Bruno Mégret, un transfuge de la droite, tard venu au FN (en 1986), alors son délégué général, conflit dont l'enjeu est certes immédiatement la succession de Le Pen mais aussi, de manière plus fondamentale, la stratégie du parti pour parvenir au pouvoir.

Le conflit finit par éclater fin 1998 et conduit dans les semaines suivantes à la rupture du FN, dont Mégret est exclu, et

Les résultats électoraux du Front national

Année	Elections	Nombre de suffrages exprimés	Pourcentage des suffrages exprimés
1994	Elections européennes	2 049 634	10,5 %
1995	Election présidentielle (1er tour)	4570838	15,1 %
1997	Elections législatives (1er tour)	3 785 104	14,9 %
1998	Elections régionales (1er tour)	3 270 118	15,2 %
1999	Elections européennes FN *MNR*	 1 005 285 *575 940*	 5,7% *3,3 %*
2001	Elections municipales (1er tour) (communes plus de 3 5000 habitants) FN *MNR*	 280 805 227 597	 1,98% 0,94%
2002	Election présidentielle Le Pen (1er tour) *Mégret (1er tour)* Le Pen (2e tour)	 4 805 307 *667 123* 5 526 906	 16,9% *2,3%* 17,8%
2002	Elections législatives (1er tour) FN *MNR*	 2 865 173 *278 534*	 11,1% *1,1%*
2004	Elections régionales (1er tour) FN *MNR + divers ext. droite*	 3 564 064 *349 261*	 14,7% 1,4%
2004	Elections européennes FN *MNR*	 1 648 868 *53 520*	 9,8% *0,3%*
2004	Elections cantonales (1er tour) FN *Divers extrême droite (dont MNR)*	 1 490 315 *44 251*	 12,13% *0,36%*
2007	Election présidentielle (1er tour)	3 834 530	10,44 %
2007	Elections législatives (1er tour) FN *Divers extrême droite (dont MNR)*	 1 116 136 *102 124*	 4,29% *0,39%*
2008	Elections municipales (1er tour) (communes plus de 3 5000 habitants) FN *Divers extrême droite (dont MNR)*	 150 126 *19 576*	 0,93% *0,12%*
2009	Elections européennes FN *Divers extrême droite (dont MNR)*	 1 091 691 *87 053*	 6,34% *0,51%*
2010	Elections régionales 1er tour FN *Divers extrême droite*	 2 223 800 *173 269*	 11,42% *0,89%*
2011	Elections cantonales 1er tour FN *Divers extrême droite (dont MNR)*	 1 379 902 *13 673*	 15,06% *0,15%*

Source : Ministère de l'Intérieur

à la formation d'un nouveau parti d'extrême droite, le Front national – Mouvement national, qui deviendra ultérieurement le Mouvement national républicain (MNR) dont Mégret prend évidemment la tête. La sanction électorale de cette division, au cours de laquelle les leaders d'extrême droite auront donné un spectacle aussi cocasse (pour leurs adversaires) que politiquement désastreux (pour leurs électeurs, sympathisants et adhérents), ne s'est pas fait attendre. Aux élections européennes de juin 1999, le FN perd la moitié de ses électeurs par rapport au précédent scrutin de 1994, tandis que la liste conduite par Mégret n'en recueille que un peu plus d'un quart. Et le déclin se confirme lors des élections municipales du printemps 2001, tout d'abord par l'impossibilité dans laquelle se trouvent tant le FN que le MNR, en se faisant concurrence, de constituer des listes dans bon nombre de localités où l'extrême droite avait pourtant été présente lors des scrutins de 1989 et de 1995, ensuite par les résultats obtenus là où l'un ou l'autre a pu malgré tout se présenter: alors qu'en 1995, le FN avait été en mesure de maintenir ses listes au second tour dans cent trois des cent quatre-vingt-cinq villes de plus de 30 000 habitants où se déroulait un second tour, les candidats lepénistes et mégrétistes n'ont alors pu figurer que dans quarante et une occurrences de ce type sur deux cent cinq.

Le FN est alors confronté à un double problème. D'une part, il doit faire face à la concurrence du MNR qui chasse sur ses terres: si Le Pen a gardé avec lui la plus grande part de son électorat (ce que prouvera l'élection présidentielle de 2002), Mégret a été suivi par une majorité de cadres et des élus (municipaux et régionaux) du parti. D'autre part et de ce fait, le FN souffre dans l'immédiat d'un défaut d'encadrement qui le handicape notamment dans les élections locales; et il va devoir recruter et former dans le cours des années 2000 une nouvelle génération de militants et de cadres, dans un contexte difficile.

Au terme de la décennie, on peut dire qu'il est parvenu à régler le premier de ces deux problèmes. Les fort médiocres résultats obtenus par le MNR l'ont rapidement affaibli, ses cadres le quittant soit pour retourner au FN soit pour abandonner la vie politique. S'y sont ajoutées les difficultés financières du parti et des poursuites judiciaires contre le couple Mégret liées à la gestion des comptes de sa campagne lors des élections présidentielles de 2002. En 2006, Bruno Mégret n'a pas d'autre choix que de renoncer à se présenter à l'élection présidentielle de l'année suivante et il appelle à voter pour son frère ennemi Le Pen. En 2008, il se retire de la vie politique; et le MNR a depuis lors quasiment disparu.

Pour autant, le FN n'est pas encore parvenu à boucher tous les trous produits dans son appareil par la scission de 1998-1999. En témoignent ses résultats électoraux dès lors qu'ils reposent sur la nécessité de présenter de multiples candidats qui, parce qu'ils sont connus ou du moins identifiables dans leur circonscription, soient capables de ne pas seulement capitaliser sur leur nom les suffrages du leader national mais de faire encore mieux que lui. Or ce n'a été le cas dans aucune des élections de ce type au cours de ces dernières années. Bien au contraire, le FN continue à régresser en nombre de voix sinon en pourcentages des suffrages exprimés lors de toutes les élections municipales, cantonales, régionales et législatives. Les pertes sont particulièrement sévères lors des élections législatives de 2007 (une perte de 60% par rapport à celles de 2002 et de 70% par rapport à celles de 1997) et, dans une moindre mesure cependant, lors des élections régionales de 2010 (un peu plus du tiers d'électeurs en moins par rapport à celles de 2004). Sous ce rapport, les dernières cantonales, sans faire exception, marque peut-être un début d'inflexion puisque les pertes par rapport aux précédentes élections de 2004 sont de bien moindre ampleur (moins de 10%).

Simultanément, le FN aura dû faire face au problème pendant de la succession de Jean-Marie Le Pen à l'origine (entre autres) du désastreux conflit avec Mégret. Son coup d'éclat lors des élections présidentielles de 2002, où il totalise plus de cinq millions et demi de voix au second tour, ne fait illusion qu'un temps. Dans les années suivantes, il devient de plus en plus évident que le vieux routier de l'extrême droite, qui arpente les tréteaux de scène politique depuis un demi-siècle, perd de son charisme et de ses talents de tribun qui assuraient encore son succès naguère. En 2007, au terme d'une campagne électorale poussive (il a alors près de quatre-vingts ans !) dans laquelle il a été totalement éclipsé par les deux principaux concurrents, il ne recueille plus que (si l'on peut dire !) trois millions huit cent mille voix et se retrouver éliminé. L'heure de sa retraite a sonné.

Reste à lui trouver un remplaçant en évitant que la succession n'ouvre à nouveau une guerre fratricide parmi les prétendants. Ce ne sera pas tout à fait le cas puisque cela passera notamment par le départ de la quasi-totalité de la vieille garde frontiste (Carl Lang et à sa suite Bernard Antony, Martine Lehideux, Jean-Claude Martinez, Christian Baeckeroot, Fernand Le Rachinel) en 2008, qui vont tenter de mettre en selle un Parti de la France (PdF) qui n'aura guère plus de succès que le MNR. Dès lors, rien ne s'opposera plus à l'investiture de Marine Le Pen, si ce n'est l'autre Bruno (Gollnisch), devenu vice-président exécutif du FN. Mais, en dépit de sa fidélité au Chef et de son expérience politique, le vieux compagnon ne fera pas le poids face au «capital symbolique» de la fille, qui plus est ouvertement soutenue pour ne pas dire directement adoubée par son père. C'est Marine Le Pen qui prendra la succession de Jean-Marie à la tête du FN en janvier dernier. Le père trouve ainsi dans sa fille une héritière décidée à faire fructifier son héritage tout en l'infléchissant, ainsi qu'on le verra plus loin.

Alain Bihr

(La deuxième et dernière partie de l'article Bihr paraîtra dans notre prochain numéro)

(1) Je reprends cette expression suggestive à la savoureuse Tyrolienne haineuse de l'humoriste Pierre Dac.

(2) Je résume ici des thèses que j'ai eu l'occasion de développer et d'argumenter dans Le spectre de l'extrême droite, Editions de l'Atelier, Paris, 1998, et dans L'actualité d'un archaïsme, Editions page 2, Lausanne, 2e édition, 1999.

(3) Cf. mon essai «Mai-juin 1968 en France: l'épicentre d'une crise d'hégémonie», mis en ligne sur le site A l'Encontre http://www.alencontre.org/ début mai 2008; repris dans «Mai-Juin 1968», Intervention. Les cahiers de l'Education populaire, n°8, AES, Lure, septembre 2008.

(4) Cf. l'étude que je lui ai consacrée dans Du "Grand Soir" à "l'alternative", Editions Ouvrières (Editions de l'Atelier), Paris, 1991.

(5) Je renvoie à Le crépuscule des Etats-nations, Editions Page 2, Lausanne, 2000, et à l'article «Mondialisation» dans La novlangue néolibérale, Editions Page 2, Lausanne, 2007.

Capitalisme et nucléaire

Course au profit

Capitalisme et nucléaire : deux termes et deux concepts qu'on a rarement l'occasion de voir associés aussi bien chez les partisans du nucléaire que parmi ses opposants. Soit que les premiers ne reconnaissent pas, par souci de commodité, l'imbrication du nucléaire dans le "système" capitaliste, soit que chez les seconds on se contente de centrer l'opposition sur le terrain sécuritaire : dangers réels et potentiels de contamination.

Or il faut bien le marteler : le nucléaire, secteur essentiel en France de l'industrie énergétique, contribue au PIB pour une part non négligeable. Le modèle capitaliste qui régit aujourd'hui l'économie hexagonale et mondiale, de plus en plus financiarisé, ne peut se survivre qu'en allant de l'avant, qu'en développant le productivisme, et donc la croissance, comme si la planète qu'il met en coupe réglée était infinie.

Pour ce qui est du nucléaire, il convient de noter que sa production - l'énergie électrique - est perçue par ses tenants comme une simple marchandise dont les thuriféraires s'efforcent à tous prix - même celui de la catastrophe - de cacher, taire et même nier (le nuage de Tchernobyl) ou minimiser (Fukushima) les dangers pour l'homme et la nature, n'ayant qu'un seul objectif : les retombées en terme de profit.

Le fait que la France soit le premier pays nucléarisé au monde (58 réacteurs pour 63 millions d'habitants) est le résultat d'une volonté délibérée des pouvoirs publics - sous prétexte d'indépendance (alors qu'elle est obligée d'importer la totalité de l'uranium nécessaire) - fortement poussés par le lobby de ce mode énergétique. La course est engagée depuis des décennies et - malgré les alertes les plus sérieuses dont le Japon est la dernière - ne semble pas vouloir s'arrêter. Les investisseurs : les banques dont BNP-Paribas qui est loin d'être la dernière (voir l'encadré ci-dessous; on peut aussi consulter "www.nuclearbanks.org") comptent bien retirer de leurs engagements financiers le maximum de profit. D'où, entre autres, la recapitalisation récente d'AREVA, société privée aux énormes tentacules prédatrices, tout comme l'est devenue EDF, même si l'Etat y conserve une participation. Et en effet les dividendes se portent bien. Ainsi EDF va reverser à ses actionnaires 2 milliards d'euros au titre des bénéfices de 2010.

Le productivisme touchant à l'énergie d'origine atomique suppose de pouvoir écouler les productions. D'où les fanfaronnades de notre VRP élyséen, sur la brèche aux quatre coins du monde pour refourguer la dernière trouvaille d'AREVA, l'EPR qui n'en finit pas (Flamanville) de poser de sérieux problèmes techniques induisant retard et surcoût, avec à ce jour un bilan plus que mitigé. D'où ces scènes granguignolesques comme les embrassades avec Khadafi il y a peu, avant le largage de bombes sur son pays aujourd'hui et le cri du chef de guerre : "dégage" !

Mais la course au profit ne s'arrête pas à la production de centrales destinées à l'exportation comme le sont de simples voitures.Elle implique une production d'énergie électrique toujours croissante. Ainsi s'explique la prolongation de vie des vieilles centrales françaises, type Fessenheim, âgée de 35 ans, conçue pour en durer 25, et repartie allègrement pour 10 ans, alors qu'elle est championne pour le nombre d'incidents qu'on tente de minimiser pour les faire mieux oublier.

Il est bien évident que, pour le capital, la santé - et tout bonnement la vie - passe après le profit, comme on l'a vu récemment dans le domaine pharma-

Les banques les plus radioactives

Dans un communiqué intitulé : ***«Banques privées : arrêtez d'investir dans le nucléaire»***, l'association ***«Les amis de la terre»*** précise que : *«BNP Paribas fait figure de leader mondial avec des investissements dans le nucléaire de 13,5 milliards d'euros entre 2000 et 2009, tandis que la Société Générale et le Crédit Agricole font aussi partie du "top 5" des banques les plus "radioactives" du monde (…).*

Récemment, de nombreuses banques, dont en France, BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale et CIC, ont été invitées à financer un certain nombre de projets nucléaires dans des pays où l'industrie nucléaire tente de prendre plus d'importance, après des pertes de marchés aux États-Unis et en Europe dans les décennies précédentes. Ainsi, on peut citer le projet de centrale nucléaire de Jaitapur[1], sur la côté Ouest de l'Inde, dont la construction se ferait dans une zone sismique (...) (des risques pouvant atteindre le niveau 7 sur l'échelle de Richter). Les communautés locales sont fortement mobilisées contre ce projet. (...) Par ailleurs, on retrouve des préoccupations et problèmes similaires sur le projet de centrale nucléaire d'Angra 3 au Brésil. (…) Un consortium de six banques mené par la Société Générale vient de faire une proposition de prêt.[2] Le projet rencontre aussi l'opposition ferme des mouvements environnementalistes brésiliens.

La catastrophe au Japon aura des conséquences sur les investissements dans le nucléaire (...) Il semblerait que les rêves d'investissement nucléaire en Inde puissent être menacés, avec le retrait de plusieurs banques du projet de Jaitapur.»

Dans un autre communiqué, la même association s'interroge : ***«A quand un tribunal mondial pour enfin juger les crimes des promoteurs du nucléaire ?»***. Bonne question ; c'est dans la qualité du rapport de forces qu'on trouvera la réponse.

(1) Les banques approchées pour le financement de Jaitapur sont BNP Paribas, Citigroup, Crédit Agricole, Deutsche Bank, HSBC, JP MorganChase, Natixis, Santander, Société Générale et Standard Chartered. Par ailleurs, le potentiel octroi d'une garantie par la Coface, l'agence de crédit à l'exportation française, est d'une importance cruciale pour le projet.

(2) En plus de la Société Générale, le consortium de banques est composé des françaises BNP Paribas, Crédit Agricole, Crédit Mutuel-CIC, et des espagnoles BBVA et Santander. Elles ont répondu à l'appel d'offre en janvier 2011.

ceutique avec l'affaire du Médiator. Et il est effarant, mais compréhensible vu sous l'angle de la rentabilité, de voir avec quelle désinvolture nos décideurs nationaux appréhende la catastrophe de Fukushima. Et particulièrement "indécent" (c'est le mot de Fillon) quand Guaino, le nègre de Tsarko, déclare sur une radio que le drame japonais *"devrait plutôt favoriser notre industrie nucléaire par rapport aux industries d'autres pays où la sécurité est passée au second plan"* (Le *«Canard Enchaîné»* du 7 mars 2011). Cette sécurité française implicite n'est nullement avérée puisque, pour réduire les coûts, le lobby n'hésite pas à rogner sur la sûreté. C'est ainsi que par souci de rentabilité, on a supprimé le magasin de pièces détachées à la centrale de Bugey (et ce n'est qu'un exemple) d'où la nécessité de se retourner vers des fournisseurs extérieurs pour l'entretien de la centrale, avec le risque déjà démontré de carence en certaines pièces. On sait déjà que la maintenance est assurée par des sous-traitants de sociétés sous-traitantes (!) n'hésitant pas à faire courir de gros risques d'irradiation à un personnel trop rapidement formé et smicard. Tout comme au Japon, TEPCO, la société privée qui gère la centrale de Fukushima, a falsifié 29 rapports destinés à l'ASN (Agence de Sûreté Nucléaire). La même société a reconnu n'avoir pas procédé, entre 2001 et 2011, aux contrôles obligatoires de sûreté de ses installations. Réduction des coûts pour stimulation des profits ! (voir Le Monde Diplomatique d'avril 2011).

Sortir du nucléaire

Certes, il le faut, non seulement pour des questions de sécurité ou d'environnement, mais aussi parce qu'il est un élément de poids dans le système capitaliste. Cela suppose un renversement d'orientation économique, donc politique. Cela suppose une remise en question du capitalisme, prétendument la "seule solution" pour le bien-être humain. Et on sait qu'une simple alternance de politiciens aux rênes de décision n'y mènera pas, qu'il y faut une révolution sociale, oeuvre du plus grand nombre. A l'instar de ce qui se passe dans les pays arabes ? Pourquoi pas. La lutte contre le nucléaire ne doit donc pas se résumer aux dénonciations d'insuffisances, de multiplications des incidents, des rejets radioactifs dans l'air, dans l'eau, de manque de transparence, d'absence de véritables plans de sauvegarde en cas de catastrophe, de minimisation des risques (si on affole les gens *"cela pourrait les amener à ne plus faire confiance au nucléaire"* dixit en 2007, après un séisme, le ministre japonais de l'Industrie).

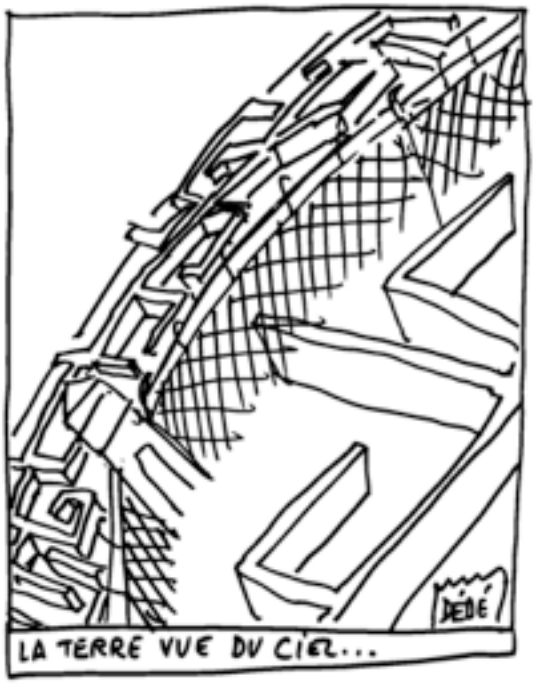
Mais y a-t-il aujourd'hui, dans notre pays, une réelle volonté de remise en cause du modèle productiviste, avec tout ce que cela implique de changement des comportements, des habitudes ? Rien n'est moins sûr. Le mouvement écologique, et donc anti-nucléaire français, si on le considère du point de vue des masses entrant en réaction, apparaît quelque peu faible comparativement à l'allemand. Il participe pourtant de cette remise en cause du modèle dominant. Est-ce à dire qu'il faille attendre l'avènement d'une autre société, un quelconque "grand soir" - socialiste ou communiste, peu importe le mot, mais certainement pas le social-libéralisme à l'Aubry ou DSK - pour enterrer ce mode énergétique mortifère ? Certes non. Continuons à le dénoncer, à manifester, à informer les populations pour les sensibiliser à l'épée de Damoclès sous laquelle on veut les faire vivre, et espérer ainsi les rendre réactives. C'est peut-être le message que porte un article publié par le groupe ***"Pièces et Main d'oeuvre"*** (www.piecesetmaindoeuvre.com) intentionnellement provocateur à l'encontre des "citoyens" et qui, partiellement et indirectement, dénonce la croissance à tout crin. Nous publions ce texte ci-contre pour le soumettre à l'appréciation de nos lecteurs. Il ne devrait pas laisser indifférent.

J.F.

Catastrophe nucléaire : on vous l'avait bien dit

par le groupe « Pièces et main d'oeuvre »

« L'apocalypse » en cours au Japon est tout sauf inattendue et imprévue. On peut en dire comme de bien d'autres malheurs : vous en savez déjà suffisamment, nous aussi. Ce ne sont pas les informations qui nous font défaut, ce qui nous manque, c'est le courage d'admettre ce qui nous arrive et d'en tirer enfin les conséquences. Voici cinquante ans que nous vous mettons en garde, nous, prophètes de malheur, oiseaux de mauvais augure, cassandres, obscurantistes, rabat-joie, écolos rétrogrades, punitifs, intégristes, ayatollah verts, anarchistes irresponsables, baba cool… Cinquante ans que vous nous invitez à retourner vivre dans une caverne d'Ardèche, vêtus de peaux de bêtes, éclairés à la bougie et nourris de lait de chèvre.



Vous n'avez jamais eu le temps ni l'envie de vous opposer au nucléaire. Vous n'avez jamais manifesté, pas même contre Super-Phénix à Malville en 1977. À Grenoble, vous vous êtes accommodés des années durant de la présence de trois réacteurs nucléaires en zone urbaine (Siloë, Siloette, Institut Laue Langevin). Votre mode de vie n'est pas négociable. Vous vous éclairez au nucléaire, à en tuer l'obscurité nocturne dans les villes ; vous vous chauffez au nucléaire ; vous produisez et consommez au nucléaire ; vous vous connectez au nucléaire ; vous vous déplacez au nucléaire (TGV, voitures électriques) ; vous travaillez pour le nucléaire et vos emplois valent plus que vos vies. Vous votez pour le nucléaire, vous élisez maire de Grenoble Hubert Dubedout, Michel Destot, ingénieurs du Commissariat à l'énergie atomique, et bien d'autres de leurs semblables dans la cuvette. Vous vivez par le nucléaire, il n'est que trop normal que vous mourriez par le nucléaire ; lentement à coup de cancers disséminés dans l'environnement ; brutalement quand « l'accident qu'on ne pouvait pas prévoir » fait enfin sauter Bugey, Cruas, le Tricastin ou l'un des 58 réacteurs qui vérolent le pays le plus nucléarisé du monde. Jamais vous ne vous y êtes opposés. Le nucléaire paie la taxe professionnelle, vos piscines municipales, vos salles polyvalentes, vos courts de tennis. Vous l'avez choisi. Vous l'avez mérité. Pas de jérémiades le jour où vous devrez bondir avec toute votre famille dans votre voiture pour fuir une zone irradiée et bouclée par l'armée. Ne nous parlez pas de vos enfants, des générations futures, de leur avenir, de « développement durable » et « d'énergies alternatives ». Toute votre existence prouve assez que vous vous moquez de ces mots creux.

Que si ces lignes vous scandalisent, joignez le geste à la parole et prouvez enfin par vos actes que vous n'êtes pas complices du sort qu'on vous fait. Mais comment le croire.

Vous en savez suffisamment, nous aussi. Mais qu'à cela ne tienne, on va faire semblant encore une fois. On va encore une fois faire comme s'il vous manquait les informations et les idées pour vous faire une opinion et agir en conséquence. Et vous pourrez toujours nous renvoyer dans nos cavernes d'Ardèche.

***

Tandis que fondent les réacteurs nucléaires à Fukushima, experts et décideurs s'empoignent sur les avantages comparatifs entre désastre nucléaire, climatique (pétrole, charbon, gaz de schiste) et alternatif (photovoltaïque, éolien). Et chacun de nier l'évidence : il n'y a pas de survie à long terme pour les goinfres. La course à la croissance nous condamne, et ceux qui placent l'économie, l'emploi et l'argent avant la vie sont coupables. Les victimes de Tchernobyl, de Fukushima et des prochaines catastrophes sont victimes de la voracité, que les technocrates dissimulent sous l'impératif de l'innovation. C'est un ingénieur nucléaire qui le dit : *"A travers elle (NDR : l'innovation) apparaît le développement des activités économiques qui génère lui-même des emplois pour l'ensemble de nos concitoyens. Il y a là une véritable mine d'or, prenons-en conscience."* Ainsi parle Michel Destot, maire CEA-PS de Grenoble, toujours prompt à louer la dernière *« révolution technologique majeure porteuse de nombreuses promesses pour notre santé, notre qualité de vie, l'avenir environnemental de la planète »* , et qui n'a pas trouvé le temps, cinq jours après le début de la catastrophe nucléaire japonaise, de commenter cette expérience scientifique à ciel ouvert. Mercredi 16 mars 2011, son blog titre en une sur la « 9e édition des Trophées des sports ».

En janvier 2007, Pièces et main d'œuvre publiait *« Minatec survolté, énergie engouffrée »*, texte qui soulignait l'un des innombrables mensonges des nécrotechnologies. L'industrie high-tech n'est pas plus propre ou « économe » que la métallurgie ou la pétrochimie. L'ouverture de Minatec fait bondir la consommation électrique de Grenoble de 17,6 %. Pour répondre aux besoins énergétiques des labos de nanotechnologies (vous savez, ces technologies qui nous sauveront de la catastrophe écologique), Gaz et Electricité de Grenoble a créé un nouveau poste d'alimentation délivrant *« une puissance exceptionnelle de 70 mégawatts »* (*GEG Infos*, 2006). Du côté de la « Silicon Valley grenobloise », à Crolles, l'Alliance STMicroelectronics/IBM et son usine à puces électroniques engloutissaient 370 millions de kWh en 2008, contre 320 en 2004, soit une augmentation de 16 % en quatre ans . François Brottes, député-maire de Crolles, à propos de la rénovation d'un poste de transformation électrique 225 000 volts dans le Grésivaudan : *« C'est vital sur notre territoire, où beaucoup d'emplois dépendent d'un approvisionnement en énergie sûr et continu. Si le fabricant de semi-conducteurs STMicroelectronics a choisi de s'implanter à Crolles, c'est parce que nous avons pu lui apporter des garanties sur la fourniture d'électricité. »* Comme pour l'eau, faut-il le rappeler.

La « révolution industrielle » des nanotechnologies exige toujours plus d'énergie, pour faire tourner les « fab » de nanomatériaux et de puces électroniques. Pire, elle crée un monde encore plus vorace en électricité. Comment croyez-vous que fonctionnent les gadgets que vous accumulez sur injonction publicitaire, par peur de rater la dernière vague du progrès ? Votre portable, votre ordinateur, votre lecteur DVD, votre écran plat, votre *box* Internet, votre lecteur MP3, votre tablette numérique, votre machin à lire des « livres électroniques », à quoi tournent-ils ? Cette quincaillerie moderne et tellement *pratique* nous précipite dans l'abîme – carbonique ou nucléaire. Écoutez cet expert de la Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE Rhône-Alpes) : *"On ne pourra jamais répondre aux besoins actuels avec ces énergies alternatives".*

La vie numérique et *connectée* que nous vendent Minatec, Minalogic et les boîtes pour lesquelles travaillent les ingénieurs grenoblois contient, parmi ses multiples *promesses*, celle des futures catastrophes nucléaires. Voyez plutôt : chaque recherche sur Google brûle autant qu'une ampoule basse consommation pendant une heure. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) gaspillent 13,5 % de la consommation électrique française (soit 58,5 TWh) ; les téléviseurs à écran plat et leurs périphériques (décodeurs, équipement TNT) constituent le coût le plus important. Avec un taux de croissance moyen de 10 %, les TIC pèseront pour 20 % de la consommation d'électricité française dès 2012 - *soient 9 réacteurs nucléaires*.

La consommation d'électricité dans le secteur résidentiel de l'Union européenne a crû ces dernières années à un rythme comparable à celui du PIB global (10,8 %). Cette demande croissante est due à l'usage généralisé d'appareils comme le lave-vaisselle, le sèche-linge, le climatiseur, l'ordinateur personnel, et à l'essor de l'électronique grand public et des équipements informatiques et de communication - décodeurs, lecteurs de DVD, équipements à haut débit et téléphones sans fil (source : Reuters).

En 2006 les « datacenters » (qui hébergent des serveurs informatiques et équipements de télécommunications) aux Etats-Unis ont consommé 61 milliards de kWh - l'équivalent de la consommation du Royaume-Uni en deux mois – soit deux fois plus que cinq ans plus tôt. Selon un chercheur de l'université de Dresde, Internet consommera dans 25 ans autant d'électricité que l'humanité en 2008 (source : www.dotgreen.fr).

Les technologies numériques tuent ces jours-ci au Japon. Ceux qui vous disent qu'on peut *à l'infini* augmenter la production et la consommation, le pillage des ressources naturelles, la pollution du milieu naturel, sont des criminels qui vous mentent et nient la réalité. Les limites de la Terre s'imposent à nous et nous imposent des choix. Ce n'est pas grave. Nous n'avons pas besoin d'objets « intelligents ». Nous avons besoin d'être intelligents, de déchirer le voile de la propagande techno-scientiste, de refuser la consommation meurtrière et abrutissante, de jouir de notre existence de Terriens.

La vie est tout ce que nous avons. Ce n'est pas parce qu'EDF, Areva et le CEA nous détruisent que nous devons être leurs complices. Débranchons-nous.

Pièces et main d'oeuvre

Dans notre n° 214 (paru en mai 2010, il est disponible en accès libre sur notre site http://www.acontrecourant.org dans la catégorie *«anciens numéros en PDF»*) nous avons publié le texte d'un camarade qui, après avoir participé à un défilé le 1er mai 2010, faisait part de son scepticisme sur la volonté réelle d'en découdre des organisations syndicales et de leur base (texte intitulé : *«Premier mai 2010 : chronique d'une journée particulière»*).

Le texte ci-contre - dont nous publions de larges extraits - est beaucoup plus ancien, puisque paru fin avril 1946. Il aborde sans détours (c'est le moins qu'on puisse dire !) et en exonérant la base, des questions qui sont toujours actuelles et au sujet desquelles, donc, il faut continuer de s'interroger. Vous pourrez trouver le texte complet sur le site de ***«Ni patrie ni frontières»*** (mondialisme.org) ou dans le numéro 30-31-32 de ***«Ni patrie ni frontières»*** qui est une anthologie de 460 pages sur le thème *«Travailleurs contre bureaucrates»*. (Pour commander cet ouvrage qui coûte 12 euros, s'adresser à Yves Coleman 10 rue Jean Dolent 75014 PARIS, ou bien par internet à yvescoleman@wanadoo.fr).

Si, vous aussi, vous craignez d'être embarqué malgré vous dans une manif traîne-savate-plan-plan-bourgeoise le premier mai prochain, vous n'êtes pas obligé de *«ne pas aller au défilé»* comme conseillé ci-contre. Vous pourrez, au contraire, l'animer, ce défilé, en distribuant des tracts élaborés par l'équipe de la revue ***«Fakir»*** *(www.fakirpresse.info)*. Ils sont fort bien faits et on croit savoir que, si vous n'avez pas de gros moyens, vous pourrez les obtenir à un tarif défiant toute concurrence dans le cadre de l'objectif *«100 000 tracts dans 100 manifs»* fixé par ***«Fakir»***. Plusieurs modèles sont disponibles. On vous conseille le 4 pages A3 intitulé : *«DSK : Pourquoi on n'en veut pas !»* (voir notre numéro 222 de mars 2011). «Animation» garantie, surtout dans certains rangs du défilé !... Pour commander ces tracts, s'adresser à : Journal ***Fakir*** 21 rue Eloi Morel 80000 AMIENS, ou écrire à laurent@fakirpresse.info

À bas la mascarade

du Premier Mai bourgeois !

Prolétaires, camarades,

Le Premier Mai était autrefois une journée de revendications du prolétariat international où les ouvriers versaient leur sang pour une Révolution symbolique, sans lendemain. La bourgeoisie impérialiste a fait du Premier Mai, comme de tous les anniversaires ouvriers (comme de celui du « Mur des Fédérés »), un rite religieux bourgeois. Et tous les rites religieux sont un opium pour les travailleurs.

Le Premier Mai 1945 était la fête de l'épuration bourgeoise, aux cris de « Pétain au poteau ». On utilisait la haine ouvrière contre ce vieil assassin bourgeois et ses acolytes pour calomnier le malheureux prolétariat allemand et blanchir la bourgeoisie française « patriote ».

Le Premier Mai 1946 sera la fête de la « Renaissance économique française », dit l'appel de la CGT.

Or, il ne s'agissait pas pour nous d' « épurer » la société bourgeoise de ses « traîtres à la patrie », mais de détruire la société et la patrie bourgeoises qui engendrent la guerre impérialiste et le massacre mutuel des ouvriers.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas de « produire et reconstruire » au profit des capitalistes (patrons, trusts ou monopoles d'Etat) pour les renflouer dans la concurrence et pour leur donner de quoi renforcer la police (« la France forte » !). Il s'agit de refuser tout travail au Capital et de tourner les forces ouvrières vers sa destruction.

Car le capitalisme international (américain, russe, anglais, français, allemand, etc.) qui a mis au chômage le quart du prolétariat mondial en 1929-32, qui a tué 10 millions d'hommes en 1914-18 et 50 millions en 1939-45, multipliera sans cesse ses victimes jusqu'à ce qu'il soit supprimé.

Tous les partis résistants dans le monde défendent le capitalisme. Il n'y a pas « des » partis ouvriers et « des » partis bourgeois. Il y a les partis bourgeois : les démocrates, les républicains, conservateurs, travaillistes, nationalistes, démocrates-chrétiens, etc. (…)

Les syndicats, qui n'ont servi autrefois, dans le meilleur cas, qu'à « améliorer » le salariat, c'est-à-dire à maintenir le capitalisme, sont aujourd'hui un instrument du gouvernement anti-ouvrier de la bourgeoisie internationale. La Fédération syndicale mondiale (FSM) n'est qu'un appendice de l'ONU, parlement mondial des Etats bourgeois. Les syndicats sont les cadres bureaucratiques-bourgeois de la classe ouvrière dans la production, nécessairement briseurs de grèves, jaunes et mouchards, aussi bien CGT que CFTC. Ils sont la police dans l'usine. (…)

PCF, PS, CGT empêchent les grèves pour les salaires et le ravitaillement. Demain, ils feront tout pour écraser la classe ouvrière quand elle aura compris, par expérience, qu'il ne suffit pas de lutter pour « améliorer » les salaires, mais qu'il faut supprimer le régime des salaires et créer la société communiste où les travailleurs dirigeront eux-mêmes la production et la distribution dans leur propre intérêt.

Pour exproprier les capitalistes et l'Etat patron, il faudra détruire toutes les bureaucraties de l'Etat bourgeois, y compris la bureaucratie « communiste », « socialiste », syndicale.

Le défilé du Premier Mai sera la grande parade de l'armée du travail encadrée par la caste bourgeoise des officiers et des policiers en civil du PCF, du PS et de la CGT. (...)

Prolétaires révolutionnaires,

Nous sommes trop faibles aujourd'hui pour libérer l'armée du travail de ses cadres bourgeois, et nous ne devons pas non plus nous heurter à elle. Nous sommes trop faibles encore pour former nos conseils ouvriers révolutionnaires armés qui briseront les polices, les partis bourgeois, les parlements et les syndicats, et qui seront notre pouvoir.

Mais dès maintenant nous vous disons :

N'allez pas au défilé du Premier Mai et, si vous y êtes, rompez les rangs !

N'allez pas aux manifestations bourgeoises, syndicales et démocratiques !

Rompez collectivement avec les syndicats !

Ne votez pas au référendum sur des querelles bourgeoises !

Le véritable Premier Mai prolétarien, ce sera la fête du printemps ouvrier, la Révolution prolétarienne.

Ouvriers conscients, votre place est aujourd'hui dans les rangs des communistes révolutionnaires qui développent et répandent le programme de cette révolution aux côtés de tous les ouvriers qui commencent à comprendre, à travers les grèves revendicatives faites malgré les syndicats, la nécessité inéluctable de la Révolution ouvrière mondiale.

L'Organisation Communiste Révolutionnaire

Edité par Pouvoir Ouvrier, Paris, fin avril 1946

(Archives de George Scheuer, Institut d'histoire sociale, Amsterdam)

Quatre raisons d'exiger l'abolition des dettes publiques au Nord comme au Sud

Il faut abolir les dettes publiques de tous les Etats, au Nord comme au Sud, parce que :

1. Elles constituent un moyen de chantage odieux du capital financier, qui concentre aujourd'hui l'essentiel des titres de ces dettes, sur les Etats, en les contraignant à adopter des mesures d'austérité budgétaire pour leur remboursement. Ces mesures sont synonymes de coupes claires dans les dépenses sociale et de dégradation des services public, dont les principales victimes sont les couches les plus pauvres et les plus précarisés de leurs populations.
2. Représentant près de la moitié de l'ensemble des actifs du capital financier mondial, les titres des dettes publiques sont de surcroît particulièrement sûrs. Ils permettent par conséquent au capital financier de se lancer dans toutes sortes d'opérations spéculatives à haut risque dont l'échec éventuel est payé… par les contribuables sous forme de plans de sauvetage, comme cela a été le cas lors de la crise dite des *subprime*.
3. Le capital financier résulte pour l'essentiel de la centralisation des profits non (immédiatement) réinvestis et de l'épargne réalisés par les détenteurs de hauts revenus. Ainsi, la dette publique est un mécanisme qui permet à ces derniers d'accumuler des droits à prélever une part supplémentaire de la richesse sociale par l'intermédiaire de la part des recettes fiscales consacrée à son remboursement avec intérêt. Elle est donc directement responsable de l'aggravation des inégalités sociales de revenus et de patrimoines et de leurs conséquences...
4. Si les Etats sont endettés, ce n'est pas parce qu'ils dépensent trop, mais parce qu'ils ne prélèvent pas assez d'impôts, en ne taxant pas à hauteur de leurs facultés contributives le capital et les détenteurs de hauts revenus… tout en permettant à ces derniers de s'enrichir encore davantage en prêtant à l'Etat l'équivalent des impôts que celui-ci n'exige pas d'eux. Abolir la dette publique, ce n'est jamais que faire payer à ces contribuables leurs arriérés d'impôts.

Collectif pour l'abolition des dettes publique (CADEP)

En publiant le tract ci-contre - que nous avons signé «CADEP» - nous espérons apporter une petite contribution à la prise de conscience de l'importance du problème des dettes publiques.

Nous mettrons ce texte en ligne sur notre site web de manière à le rendre facilement utilisable par celles et ceux qui souhaiteraient également constituer un collectif et engager des actions sur cette question.

Nous vous avons souvent parlé dans nos colonnes du «***CADTM***» : le **C**omité pour l'**A**bolition de la **D**ette du **T**iers **M**onde. Ce réseau international, fondé en Belgique il y a plus de vingt ans (345, av. de l'Observatoire 4000 Liège, Belgique. Tel: 0032 (0)4 226 62 85), analyse l'évolution des dettes publiques, les ravages qu'elles génèrent, notamment dans les pays du Sud, et élaborent des alternatives radicales.

Le «***CADTM***» fait paraître un bulletin électronique (pour s'inscrire : http://cadtm.org/cgi-bin/mailman/listinfo/bulletin-cadtm) Dans l'avant dernier numéro (le n° 74), qu'il faut lire absolument, plusieurs textes sont consacrés à la dette tunisienne. Vous y découvrirez qu'un collectif se crée avec Raid Attac / Cadtm Tunisie pour empêcher que l'ex ministre de finances de Ben Ali et actuel gouverneur de la banque centrale de Tunisie (!) consacre 577 millions d'euros du budget de l'Etat au remboursement de la dette publique extérieure. Comme si il n'y avait pas d'autres urgences en Tunisie ! Dans un autre article du même numéro 74, il est souligné que le service de la dette représente 33% des recettes fiscales ou 1,07 fois le budget de l'éducation ou l'équivalent de 6 fois le budget annuel de la santé; quant à la fortune personnelle de Ben Ali, elle serait estimée à 2,5 fois la moyenne sur dix ans du service de la dette tunisienne... Le CADTM-Tunisie revendique en conséquence la suspension du paiement du service de la dette et la répudiation de *«la dette qui est illégitime»*.

Des parlementaires européens et nationaux se sont laissés convaincre puisqu'ils demandent *«la suspension immédiate du remboursement des créances européennes sur la Tunisie (avec gel des intérêts) et la mise en place d'un audit de ces créances»*. Cet audit vise aussi à *«identifier la part illégitime»* de la dette.

Il y aurait donc une «part légitime» de la dette ? Ou une part «moins odieuse» ? Mais sur quels critères ? Le débat est ouvert. Vous pourrez constater que dans la rédaction de notre tract reproduit ci-contre, on ne fait pas de distinction entre deux types de dette.

Dans le numéro 75 de son bulletin électronique, le CADTM évoque longuement les dettes publiques européennes en énumérant celles qui paraissent *«illégitimes»* et en fournissant *«huit propositions urgentes pour une autre Europe»* Un tract est élaboré depuis quelques mois (Tract_CADTM_Europe_DEF_27aout2010).

Il y a de quoi débattre et de quoi faire !

Répressions ou nouvelle vague révolutionnaire dans le monde arabe ?

Les derniers évènements survenus au Maghreb et au Proche-Orient modifient-ils les appréciations émises dans le dernier numéro d'*ACCpES*[1] ? A la lueur de l'intervention armée de la coalition franco-anglo-américaine en Libye, de la répression au Bahreïn, elles se discutent sans pour autant les affecter. Certes, elles amortiront peut-être les impacts de la première vague révolutionnaire dont l'objectif demeure d'abattre les régimes dictatoriaux, sans pour autant freiner l'essor d'une deuxième vague à caractère social et antilibéral. Si rien n'est encore acquis et les reflux possibles dans ces pays, la paupérisation croissante de la quasi-totalité de la population d'un côté et l'enrichissement éhonté d'une mince couche de privilégiés de l'autre, sont les ressorts d'une situation explosive.

Les dictatures arabes ont-elles encore un avenir ?

De plus en plus isolées, celles qui subsistent sont dans l'obligation honteuse pour elles de lâcher du lest, non seulement à coups de promesses de libertés d'expression, mais également sur le terrain économique, pour tenter de briser l'ampleur des mobilisations populaires qui se dressent contre leurs politiques[2]. En outre, la rapidité avec laquelle les impérialismes occidentaux ont dû abandonner le soutien qu'ils accordaient aux Ben Ali, Moubarak, montre que leurs protecteurs ne s'en satisfaisaient plus, tout en n'ayant aucun solution de rechange à mettre en œuvre.

Que des multinationales soient dans l'obligation, pour s'implanter dans ces pays, de subir les prétentions pharaoniques des dictateurs en passant les commandes de leurs filiales aux seconds couteaux des clans au pouvoir, en leur octroyant des dividendes sous forme de paquets d'actions délivrés à des prix bradés, ce n'était plus tolérable. Même si le sens des affaires juteuses des uns rencontrait la mentalité maffieuse des autres. Car, ce qui comptait jusqu'ici et qui prévaudra demain pour les mêmes, c'est le chant de ceux clamant comme Antony Giddens en 2007 que «*la Libye deviendra sous peu, la Norvège de l'Afrique du Nord : prospère, égalitaire (sic), tournée vers l'avenir* » ou comme Strauss Kahn en 2008 s'égosillant à nous convaincre que «*l'économie tunisienne va bien … la politique (de Ben Ali) qui y est conduite est saine … c'est un bon exemple à suivre* …». Quant à la Banque Mondiale, elle jubilait sur l'Egypte de Moubarak, sur ses «*lois favorables à l'investissement : baisse des droits de douane…), ses efforts accrus sur la fiscalité (réduction des taux d'imposition des sociétés»* et ce, fin 2010[3].

Pour le capitalisme transnational, même s'il est perturbé par les surprenantes «révolutions arabes», son agenda ne saurait être modifié. Il oblige, par conséquent, les représentants des puissances du Nord à «*chevaucher le tigre*» du Sud, en n'ayant aucune assurance sur leurs capacités de le maîtriser. Le déclin de l'hégémonie états-unienne, les rivalités des pays européens et «émergents» rendent, pour le moins, le périple chaotique. On assiste certainement à la **fin d'un cycle** : celui de trois décennies où les Etats-Unis et l'Europe, à l'ombre des dictatures qu'elles ont engraissées, ont, sous couleur de modernisation , accru la dépendance de ces pays en les pillant, en exacerbant la précarisation et la paupérisation des populations, en justifiant l'absence de libertés en agitant l'hydre à deux têtes, l'une du terrorisme islamiste, l'autre du déferlement des immigrés envahissant la forteresse européenne. Ce «modèle» de développement a-t-il encore un avenir sans le recours à une effroyable répression ? Peut-on lâcher les gardiens du temple pétrolier, ces pétromonarchies de la péninsule arabe et y intervenir comme en Libye ? Rien n'est moins sûr.

La transition (dés)ordonnée d'Obama est-elle possible ?

En Libye, sous l'impulsion initiale de Nabot-léon Sarko, la «*transition ordonnée*» a revêtu les oripeaux d'une intervention armée «*intelligente*», sensée protéger les civils pour imposer la démocratie souhaitée par les insurgés de Benghazi. C'est le baiser qui tue les aspirations populaires. Même s'ils ont évité d'être massacrés, c'est là un moyen irrecevable pour soi disant parvenir à une fin souhaitable. L'engrenage de l'intervention étrangère qui jusqu'ici s'accommodait de la dictature du «*chien fou*» et se souciait comme d'une guigne de la terreur et des massacres qu'il perpétrait, ne peut qu'ouvrir la voie vers une nouvelle dépendance. Ceux qui ne sont pas parvenus à renverser le pouvoir tyrannique de Kadhafi sont désormais les obligés des tenants de la coalition militaire. Qu'on le veuille ou non, elle joue, de fait, sous d'autres formes, le même rôle que celui assumé par l'Arabie Saoudite dans «l'aide» à la répression au Bahreïn. Elle brise l'autonomie du mouvement d'émancipation contre les dictatures. Les insurgés libyens ou du Bahreïn pourront-ils préserver leur indépendance de pensée et d'action dans ces conditions ?

La coalition armée vertueuse n'est qu'un bal d'hypocrites, c'est la conjugaison de la réalité camouflée d'interventions diplomatiques et terrestres (pour guider les bombes et encadrer les insurgés) pour mieux imposer une «transition désordonnée» préfigurant au sein même du «peuple» libyen l'émergence d'antagonismes tribaux et régionaux. Le peuple libyen pourrait-il, dans ce contexte, avec «l'aide» de 200 missiles tomahawk à l'uranium appauvri et les 455 bombes guidées américaines[4], sans compter celles lâchées par les «alliés» franco-anglais, recouvrer une réelle indépendance nationale ? Les généreux prophètes à la BHL ne sont que les fossoyeurs des unités nationales comme en Irak ou en Yougoslavie. Il revenait aux classes ouvrières et populaires de se mobiliser et aux peuples arabes libérés des dictatures, d'aider ceux de Benghazi, y compris par les armes. Dans la conjoncture présente, la maturité insuffisante de l'internationalisme rendait cette hypo-

Libye : Dassault en rase-mottes

Serge Dassault aurait de quoi être épinglé dans le *Canard Enchaîné* à la rubrique "Mur du çon" après ses récentes déclarations sur Public Sénat. Interrogé sur la vente d'armes françaises au général Kadhafi, Serge Dassault, dont le groupe a fourni du matériel à la Libye, a répondu : "*Quand on vend du matériel, c'est pour que les clients s'en servent"*. Ce qui a inspiré ce commentaire, lu sur le site du CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde) : "*La logique commerciale de Dassault prévaut même lorsque ses armes tuent une population qui s'endette pour les acheter"*. On ne saurait mieux dire.

Extrait de ***«Billets d'Afrique et d'ailleurs»*** (avril 2011)

thèse impensable, tout comme elle rendait improbable la condamnation de l'intervention armée de l'Arabie Saoudite au Bahreïn.

Pour l'heure, en Libye, dans «*ce bordel sans nom*»[5], où interviennent à terre des commandos américains, britanniques, français ainsi que des terroristes de l'AQMI qui auraient récupéré des missiles sol-air, l'impasse semble totale, à moins soit d'un compromis avec le clan Kadhafi, soit d'une invasion terrestre pour «*finir le travail*». Le parrain de la coalition, Obama, camouflé derrière l'OTAN, pourra-t-il laisser ses lieutenants Sarko et Cameron s'embourber dans ce guêpier ? Ceux de Benghazi pourront-ils agiter demain les drapeaux cocoricos de Sarko, affolés qu'ils sont par la tournure des évènements ?

Les risques de reflux de la première vague révolutionnaire[6]

Le spectre de l'intervention étrangère et de la guerre civile hante le soulèvement des peuples arabes et ce, sur fond de manipulation des antagonismes ethniques, religieux et tribaux. L'unité d'action construite contre les dictateurs risque de s'y briser. Elle est déjà fragilisée en Syrie, étouffée au Bahreïn, en voie de dislocation au Yémen et de récupération monarchique au Maroc, voire en Jordanie, et dans l'incapacité actuelle de se déployer en Algérie.

Toutes les tentatives étrangères d'immixtion dans le processus d'émancipation démocratique en détournent le cours sous prétexte de l'accompagner, de le lover dans la rationalité économique néolibérale pour le confisquer en gagnant une clientèle nouvelle à coups de dollars sonnants et trébuchants. Elles s'appuieront sur la faiblesse des économies dépendantes. Elles agiteront le spectre de nouvelles dictatures antilibérales face aux volontés de s'attaquer à l'économie rentière, aux expropriations-nationalisations.

Face à ces deux dangers externes, les faiblesses structurelles internes peuvent se révéler plus pernicieuses : contre l'unité nationale les régionalismes, les divisions confessionnelles chiites contre les sunnites, les communautés chrétiennes contre les musulmanes, les bédouins contre les populations urbaines, autant de clivages qui peuvent être instrumentalisés en l'absence d'une force politique anti-impérialiste unificatrice.

Enfin, le terreau fertile des soulèvements populaires reposant sur les dégâts provoqués par les politiques néolibérales et l'absence de libertés démocratiques peut lui-même être asséché. En effet, les revendications sociales des jeunes diplômés précaires, des paupérisés et des chômeurs vont se heurter aux nouvelles classes politiques dirigeantes qui, sous prétexte d'éviter le «chaos» tenteront avec «l'aide» internationale d'étouffer les prétentions des «classes dangereuses» qu'elles jugent exorbitantes. L'histoire bégaie et d'abord en Tunisie.

La Tunisie, maillon faible du dispositif de domination impérialiste ?

Le peuple tunisien, par des mobilisations successives, a non seulement renversé le dictateur Ben Ali, son clan et nombre de ceux compromis avec ce régime, mais obtenu l'institution d'une nouvelle Constituante, afin de rompre définitivement avec les restes du régime déchu. Qui plus est, la vivacité des aspirations populaires semble intacte malgré l'effondrement de l'économie, en particulier son secteur touristique. Certes, la situation reste ambigüe : d'un côté, le nombre grandissant de candidats à l'émigration parqués à Lampedusa et de l'autre, selon un consultant d'entreprises[7] «*le cycle sans fin de revendications et de concessions*» consenties car «*ces gens veulent tout, tout de suite. Pour eux, il n'y a pas de compromis possible».* Ils «dégagent» les directeurs corrompus et récalcitrants à leurs exigences. Ils ont obtenu une hausse de 7 % des salaires et devant l'agitation croissante le Gouvernement de transition s'apprête à leur accorder 10 % de plus. A cela s'ajoute désormais leur «*refus de la flexibilité et de l'intérim».*

Face à cette situation de lutte de classes, certaines multinationales délocalisent au Maroc et … ailleurs. Danone, Bricorama, Peugeot, Sodexo, Air Liquide, pour ne citer que des groupes français, s'interrogent. La situation économique est explosive : «l'année agricole médiocre», le retour de Libye de 35 000 travailleurs, le nombre des chômeurs qui atteindrait les 700 000… La question sociale devient prioritaire sur fond d'organisation de la classe ouvrière, les antagonismes de classes vont être placés au premier plan, suscitant des interrogations fondamentales : comment décoloniser l'économie, fonder le développement sur la satisfaction des besoins internes au détriment de l'exportation ? Exproprier et socialiser les entreprises, instaurer la démocratie sociale en leur sein, confisquer, récupérer les avoirs des kleptocrates, y compris ceux détenus dans les banques étrangères ? Comment vont réagir les forces politiques et sociales face à ces interrogations ? Une unité populaire anti-impérialiste et socialisante est-elle possible sans l'appui des luttes dans les métropoles impérialistes ? L'Histoire bégaie mais tout porte à penser, qu'à terme, **seule une deuxième vague sociale** confortera le processus révolutionnaire en cours en Tunisie d'abord, en Egypte ensuite, là où dans ces formations sociales, une classe ouvrière combattive l'activera. A moins que le chaos l'emporte sous forme de divisions mortifères. Pour l'heure «*l'unité retrouvée des peuples arabes*» semble toujours l'emporter.[8]

Gérard Deneux, le 5.04.2011

(1) Cf mon article dans le n° 222 d'ACCpEs ainsi que l'édito plus optimiste.

(2) Voir le Monde Diplomatique d'avril 2011, en particulier les encadrés pages 18 à 23 et tout le dossier qui est consacré aux soulèvements arabes.

(3) Extrait de l'édito de Frédéric Lebaron – Savoir Agir n° 15.

(4) Bilan effectué le 19 mars, cf le Canard Enchaîné du 30 mars 2011, article de Claude Angeli.

(5) Expression employée par un diplomate français, rapporté par Claude Angeli.

(6) Je reprends à mon compte les arguments développés par Georges Corm dans son article paru dans le Monde Diplomatique d'avril 2011.

(7) Les citations suivantes sont extraites du Monde du 2 avril 2011.

(8) Titre de l'article de Georges Corm déjà cité.

L'équipe d'ACCpES n'est rien sans vous
Alors, dites-nous …

Sommes-nous utiles aux mouvements actuels qui participent à la volonté de transformation radicale de la société ? Notre bulletin, écrit par une très petite équipe de rédacteurs, permet-il une meilleure compréhension du monde et des évènements économiques, politiques, sociaux qui s'y produisent ? Peut-il contribuer à radicaliser les idées, à mobiliser les militants et à les aider à s'auto-organiser comme nous le préconisons ? Ou, au contraire, est-il difficile à lire ? Reproduit-il trop souvent des textes déjà parus par ailleurs ? Est-il suffisamment en lien avec l'actualité nationale et internationale ? Telles sont quelques-unes des questions que nous nous posons. Alors, pour ne pas tourner « en boucle » sur celles-ci, nous avons décidé de consulter tous nos abonnés et lecteurs afin que vous nous donniez sincèrement votre avis sur « *A contre courant pour l'émancipation sociale* ». Merci par avance du temps que vous allez prendre pour nous répondre franchement, sans détour. A partir de vos remarques, critiques, suggestions, nous veillerons à adapter notre autoproduction.

Je m'appelle …… / Je suis abonné depuis …… / J'ai (âge) ……....

J'adhère à un parti politique … oui non(1) / Si ce n'est pas indiscret, lequel ?.....

J'adhère à un syndicat … oui non / Lequel ?.....

J'adhère à une ou plusieurs associations ou mouvements … oui non / Lesquels ? .....

Je lis régulièrement ACCpES … oui non / Je le lis et je m'abonne : - par fidélité militante…oui non / - parce que je trouve une ligne éditoriale que je ne trouve pas ailleurs que je définis comme étant …….....…. …….....… / - parce qu'il est important de garder des journaux « libres » et autoproduits ... oui non / - pour d'autres raisons. Lesquelles ? ……..... …….....

Je lis tous les articles dès qu'il arrive … oui non / Je lis plus spécialement les articles concernant : - la politique en France ... oui non / - la situation économique ... oui non / - les luttes sociales en France … oui non / - les évènements économico-stratégiques à l'étranger… oui non / - les articles relatifs à l'écologie ... oui non / - autres……..... …….....

Je trouve qu'il n'y a pas assez d'articles sur ……..

…… Je trouve la rubrique «Rencontres et lectures» intéressante ... oui non Pourquoi ? .....……..

Je trouve la présentation très agréable … oui non / trop dense … oui non / autres remarques ……. …….....

Les dessins sont nécessaires … oui non / Je trouve le bulletin «rébarbatif» et fait pour des militants aguerris … oui non J'utilise les arguments qui y sont développés … oui non / Je le fais connaître et je le distribue sans difficultés ... oui non Il est difficile d'accès pour des jeunes militants … oui non / Pourquoi ? ..... …….....

J'aimerais bien y lire des articles sur ……..……..... …….....

Une version électronique serait la bienvenue…oui non / A la place de la version «papier» … oui non / En complément de la version «papier» ... oui non / S'il y avait une version électronique, je ne souhaiterais plus recevoir la version «papier» ... oui non / Et… pour finir, dites-nous tout ce que vous pensez :

- en positif ……..……..... ….....

- en négatif …… .....

Merci beaucoup.

Envoyez votre réponse à Odile Mangeot 43J rue Jean Jaurès 70200 Lure ou Odile-Mangeot@wanadoo.fr

(1) Rayer la mention inutile

Rencontres et lectures à contre courant

Démanteler le capital ou être broyés

Tom Thomas propose dans cet ouvrage une analyse de la crise qui, au-delà de ses racines immédiates souvent exposées, porte sur ce qu'elle révèle de l'avenir du capitalisme, à ce stade spécifique de son histoire. Il argumente que le capital est entré dans une époque de son développement où il lui devient très difficile de retrouver une "croissance" pourvoyeuse de profits accrus, d'emplois et de salaires. Il en résulte qu'il ne peut subsister qu'au moyen de destructions et d'une barbarie amplifiée.

« Démanteler le capital ou être broyés. Des alternatives que révèle la crise » de Tom Thomas est paru aux Editions Page deux (Editions Page deux Case postale 34 1000 LAUSANNE 20 (Suisse) Tél. +41 21 625 70 62 Fax +41 21 625 70 64 ; editions@page2.ch). 128 pages. 9,50 euros.

La Muse du peuple

Peut-on imaginer une manifestation sans chansons ? Qu'il s'agisse d'entonner à pleins poumons des hymnes au fort pouvoir identifiant, ou de détourner des airs connus... tout rassemblement politique connaît son intermède chantant. Cette habitude a son histoire. Depuis les mazarinades et la Révolution française, elle accompagne l'irruption de la foule dans la vie de la cité mais prend au 19e siècle une nouvelle ampleur. Sous l'influence de Béranger et de ses nombreux imitateurs, les chansons commentant l'actualité deviennent de plus en plus nombreuses et circulent de plus en plus facilement. La parole chansonnière, perçue comme une " voix du peuple ", devient alors un enjeu politique de première importance. Comment se forme cette culture et que dit-elle ? Comment se diffuse-t-elle ? Ce livre propose une réflexion sur ces questions et sur la politisation des populations dans la France pré-démocratique.

« La Muse du peuple. Chansons politiques et sociales en France, 1815-1871 » de Philippe Darriulat est paru aux Presses Universitaires de Rennes. 381 pages. 22 euros.

Sagesse de la Révolution

Les idéocrates du capitalisme prétendument triomphant somment les révolutionnaires de «s'assagir». Et si, à l'heure où «l'exterminisme» devient le «stade suprême du capitalisme» (militairement, socialement, écologiquement...), l'heure venait de «révolutionner la sagesse» ?

Dans les essais qui composent cet ouvrage, Georges Gastaud (professeur de philosophie et militant) et Marion Gandiglio, syndicaliste, professeur de philosophie, passent au crible de la dialectique matérialiste et de leur expérience personnelle et militante, différentes questions « existentielles » que les marxistes n'osaient plus guère approcher: sens de la vie et sens de l'histoire, psychanalyse de la contre-révolution, désir d'enfanter, salut et damnation, individualisme et collectivisme, apport des sagesses antiques, critique du «magisme», rapport entre pessimisme et optimisme historique («Cassandre et Prométhée »), critique du «fascynisme» , etc. Ou comment les enjeux les plus apparemment intimes peuvent-ils être pensés, et surtout agis, politiquement.

« Sagesse de la Révolution » de Georges Gastaud et Marion Gandiglio est paru aux Editions Le Temps des Cerises (6, avenue Edouard-Vaillant 93500 PANTIN. Tel : 01 49 42 99 11 - Fax : 01 49 42 99 68 contact@letempsdescerises.net) 18 euros. 278 pages. Distributeur : CEI 37, rue de Moscou 75008 PARIS. Tel :01 45 41 14 38.

Résister et enseigner de façon éthique et responsable

Les contre-réformes appliquées à l'école publique depuis 2008 déconstruisent méthodiquement ses fondements, ses valeurs et ses missions. Face à cet immense défi, un mouvement de résistance d'une ampleur inégalée s'est développé chez les enseignants du primaire qui n'ont pas voulu devenir les complices d'une politique destructrice du service public d'éducation. Cette résistance, ciblée sur le terrain pédagogique, est exposéei avec rigueur et clarté par Alain Refalo. Une résistance collective qui refuse l'idée d'une école élitiste. Une résistance éthique et responsable qui porte l'exigence d'une école du progrès pour tous au service d'une société plus juste, plus solidaire et plus humaine.

«Résister et enseigner de façon éthique et responsable» est paru aux Editions Golias. 10 euros. 95 pages.

Alain Refalo est professeur des écoles à Colomiers. Il est l'initiateur du mouvement de désobéissance pédagogique chez les enseignants du primaire.

Rébellions

Ce livre est presque intégralement dédié à des inconnus, qui pourtant ont joué un rôle essentiel dans l'histoire humaine en s'engageant sur la scène locale ou dans des projets politiques ou culturels. Ils contribuèrent à façonner un autre monde, sans avoir suivi un " grand " homme. Eric Hobsbawm démontre qu'il n'existe qu'un seul héros : le peuple et les gens qui le composent, une multitude d'individus qui ont chacun leur importance. Ces gens communs " hors du commun " sont les grands oubliés de l'histoire officielle. Hobsbawm travaille avec le talent qu'on lui connaît à réparer cette injustice. L'originalité du livre tient également à l'éventail des thèmes abordés : jazzmen, paysans, briseurs de machines, étudiants, guérilleros, cordonniers et autres artisans sont ici convoqués avec finesse et brio, pour notre plus grand plaisir.

« Rébellions – La résistance des gens ordinaires – jazzmen, paysans et prolétaires » de E.J. Hobsbawm est paru chez Aden. 531 pages. 30 euros.

Micropolitique des groupes

Partant du principe qu'" on ne naît pas groupe, on le devient ", David Vercauteren examine dans ce livre les conditions d'un véritable fonctionnement collectif des groupes militants. Il se dégage ainsi de la problématique macropolitique qui a dominé jusqu'à présent pour se focaliser sur les aspects micropolitiques de groupes envisagés comme des écosystèmes. La question n'est plus : quelle est la finalité d'un groupe, son objet ou son domaine d'intervention ? mais : quel est son impensé ? Comment peut-il dépasser blocages internes et replis identitaires pour renouveler ses usages, savoirs et pratiques ? Et comment peut-il développer une " culture des précédents ", une mémoire des réussites et des échecs passés, tout en maintenant intacte l'envie d'expérimenter et de produire des formes inédites ? A travers une série de " situations-problèmes ", qui sont autant d'outils pratiques, ce livre invite les militants à envisager de nouvelles formes d'organisation politique. Mais, avant tout, il s'adresse à tout lecteur soucieux de sortir des habitudes psychologisantes et individualisantes dans lesquelles la raison néolibérale voudrait aujourd'hui nous enfermer.

« Micropolitique des groupes - Pour une écologie des pratiques collectives » de David Vercauteren est paru aux editions Les prairies ordinaires ». 245 page. 15 euros.

A nos lectrices et lecteurs

Après la Libération, la libre circulation des idées paraissait essentielle pour éviter de nouvelles horreurs. C'est ainsi que - inspirées du programme du CNR - des dispositions ont été prises pour favoriser la diffusion de la presse écrite. La Poste - qui était alors un Service Public - devait apporter sa contribution en acceptant de distribuer les journaux à un tarif inférieur au coût réel.

Cela fait maintenant une vingtaine d'années que "socialistes" et libéraux s'ingénient à détruire ce dispositif qui a le tort à leurs yeux d'entraver la recherche de profit et donc de retarder la privatisation de la Poste. Résultat: des milliers de petites revues comme la nôtre ont disparu, victimes de contraintes financières et matérielles de plus en plus lourdes.

La Poste - qui n'est plus un service public - vient de nous imposer une nouvelle contrainte qui nous amène à ne plus insérer l'encart qui nous permettait d'alerter lectrices et lecteurs en fin d'abonnement ou de prospection. Mais on s'accroche ! Et...

...Nous faisons appel à votre vigilance et nous vous demandons d'observer le rabat de l'étiquette autocollante ci-dessous à gauche :

Si un disque rouge apparaît à gauche de ce texte sur le rabat de l'étiquette/adresse autocollante, (ré) abonnez-vous !

Pour s'abonner ou se réabonner, vous pouvez utiliser le bulletin imprimé en haut, à droite, de cette page. Vous pouvez aussi le faire sur papier libre; **c'est plus pratique pour nous fournir aussi - si vous le pouvez - nom(s) et adresse(s) de personne(s) qui pourrai(en)t être intéressée(s) par ACC** que nous leur enverrons en prospection, avec mention de votre nom (c'est un des rares moyens dont nous disposons pour susciter de nouveaux abonnements).

Nous proposons plusieurs formules :

- **Le (ré)abonnement simple: 10 €** (un an pour 10 n°)
- **Le (ré)abonnement de soutien** (un an pour 10 n°) : **15 €, 20 €, ou plus - si vous le pouvez - en soutien.**
- **Le (ré)abonnement/diffusion : 20 €** (4 exemplaires par numéro, sur un an, expédiés à votre adresse).
- **Le (ré)abonnement/parrainage : 15 €** (votre (ré)abonnement + un (ré)abonnement pour une personne de votre choix dont vous nous indiquez l'adresse).

Chèque à l'ordre d' "*A Contre Courant*", avec nom(s) et adresse(s) sont à envoyer à : **A CONTRE COURANT BP 12123 68060 MULHOUSE cedex 2**

- Vous pouvez aussi vous (ré)abonner avec paiement Paypal sur notre site (voir références ci-contre).

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX
J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION
B. SCHAEFFER / A.ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- ☐ SIMPLE . . . . . 10 Euros
- ☐ de SOUTIEN . . . . . Euros
- ☐ Faibles ressources (selon possibilités) . .

(Chèque à l'ordre de: "**A Contre Courant**")

NOM_____

Prénom_____

Adresse_____

_____

_____

CPPAP n° 0213 G 87630 | Dispensé de timbrage | Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 12123
68060 MULHOUSE cedex 2

Déposé le 15 /04/2011

PRESSE DISTRIBUÉE PAR LA POSTE

Sommaire

Page 1 ..... Edito : Le bateau ivre
Page 2 ..... Mise au point (L'itinéraire de Daniel Mothé)
Page 2 ..... Edito AL : Hypocrisie
Page 3 à 6 ..... Front national : le retour ? (1ère partie)
Page 7 et 8 ..... Capitalisme et nucléaire
Page 8 et 9 ..... Nucléaire : on vous l'avait bien dit
Page 10 À bas la mascarade du Premier Mai bourgeois !
Page 11 ..... Exiger l'abolition des dettes publiques
Page 12 et 13 ..... Répressions ou nouvelle vague révolutionnaire dans le monde arabe ?
Page 14 ..... L'équipe d'ACCpES n'est rien sans vous
Page 15 ..... Rencontres et Lectures
Page 16 ..... A nos lectrices et lecteurs

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : http://www.acontrecourant.org
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE